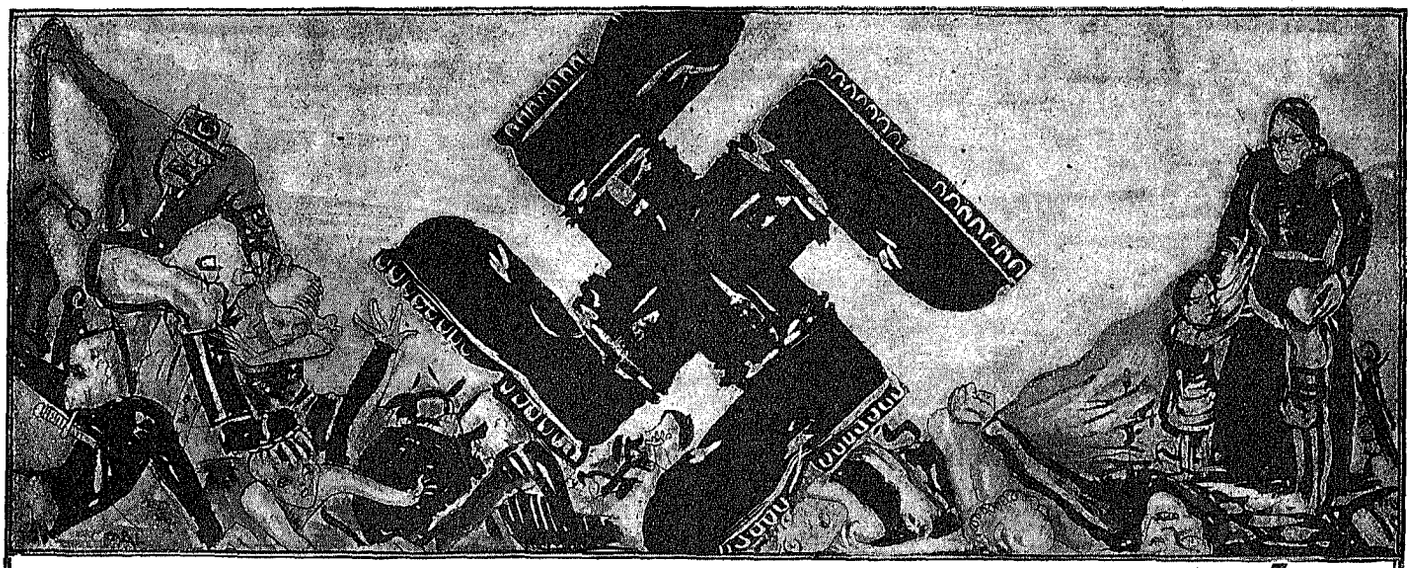

SOUS LA CROIX GAMMÉE

N° 10. Amsterdam.

Le marxisme vit. Le ministre de la propagande, le Dr. Goebbels, a déclaré le 14 décembre 1933, en parlant devant une réunion dans le "Sportpalast" à Berlin et en se rappelant sans nul doute ses propres expériences: " Nous ne croyons pas que le marxisme soit détruit; nous savons fort bien qu'il existe encore d'une manière latente, car le poison du marxisme avait profondément affecté le peuple allemand. Il faudrait avoir beaucoup de fantaisie pour admettre qu'il ait pu être vaincu simplement par une synchronisation mécanique. Aujourd'hui il se manifeste souvent dans une forme encore plus dangereuse." Le Dr. Goebbels craint qu'il pourrait se produire que "les nationaux-socialistes voient les adeptes du marxisme se mettre en oeuvre un jour pour faire comprendre aux vieux nationaux-socialistes ce que c'est que le national-socialisme. Le marxisme n'est pas encore complètement battu." En effet, le marxisme est invincible; les nationaux-socialistes le remarqueront assez tôt.

Les syndics ne sont pas "de manière générale hostiles aux ouvriers." (I.T.F.) Le Front allemand du Travail a proclamé aux masses qu'à l'avenir elles pourraient bénéficier dans des Bureaux spéciaux d'assistance judiciaire, de conseils juridiques gratuits. Ainsi qu'on pouvait s'y attendre, cette mesure qui semble favorable aux ouvriers, s'est avérée constituer un nouveau pas sur la voie de l'oppression des travailleurs. Les Bureaux de l'assistance judiciaire devront en première ligne employer les syndics des employeurs; les experts de questions sociales au service des organisations du Front allemand du Travail ne seront, contrairement aux syndics, occupés par les bureaux d'assistance judiciaire que s'ils "ont donné des preuves" de leur valeur .

Les Bureaux d'assistance judiciaire ne donneront pas seulement des renseignements, mais seront aussi des autorités d'arbitrage qui, dans la mesure du possible, empêcheront les ouvriers de s'adresser aux Conseils prud'hommaux. Lorsqu'un ouvrier désire tout de même saisir le Conseil des prud'hommes d'une plainte contre son employeur, il sera généralement représenté par un ancien syndic patronal occupant à présent un poste dans les nouveaux Bureaux d'assistance judiciaire.

Même les chefs régionaux du Front allemand du Travail, triés et retriés, n'ont pas pu se déclarer d'accord avec cette mesure si manifestement anti-ouvrière. Quelques-uns d'entre eux ont cherché dans leur district à éliminer dans l'occupation des postes dans les Bureaux d'assistance judiciaire, les syndics des employeurs. La direction centrale du Front allemand du Travail ne tarda pas à intervenir et elle priva les chefs régionaux de droit de désigner les titulaires. Tous furent convoqués à Berlin où on leur déclara qu'il n'était pas admissible de désigner " les syndics des employeurs d'une manière générale et trop partiale comme hostiles aux ouvriers". L'unique concession obtenue

par les chefs régionaux fut la promesse qu'on surveillerait et observerait rigoureusement les syndics. Toutefois, la surveillance repose entre les mains de la direction centrale du Front allemand du Travail, fidèle au patronat. C'est ainsi que dans le Troisième Reich on s'occupe de la sauvegarde des intérêts des employeurs.

Protégeons les organisations patronales. (I.T.F.) A la demande du ministre de l'Economie nationale le Dr. Schmitt, l'homme de confiance du grand capital dans le cabinet du Reich, la dissolution des organisations d'ouvriers et d'employés du Front allemand du Travail a été décidée. On a tranquillisé les travailleurs par l'assurance que les organisations patronales seraient dissoutes à leur tour. Cela suffit pour commencer. A présent cependant, les ouvriers nationaux-socialistes ont constaté à leur étonnement que la dissolution de la Fédération d'organisations patronales allemandes est une duperie effrontée. Cette Fédération en effet n'existe plus depuis des mois déjà et végétait simplement en tant que "section de politique sociale" de la Corporation (autrefois association) de l'industrie allemande. Cette section de politique sociale a été dissoute mais les sections professionnelles de la corporation subsistent et par conséquent la représentation des industriels des différentes branches d'industries tandis qu'on a déjà commencé à mettre en pratique la dissolution des groupements ouvriers. Les ouvriers nationaux-socialistes ont été indignés de cette supercherie et dans bien des localités ils se sont rendus aux bureaux des associations d'industriels pour protester. La direction de la N.S.B.O. a jusqu'à présent émis pas moins de trois ordonnances pour protéger les associations d'industriels qui continuent à exister pour la forme comme sections professionnelles. C'est ça l'aspect qu'a la réorganisation vue des deux extrémités de la communauté populaire allemande.

Natures de chefs! (I.T.F.) Le bureau de presse pour la Silésie de l'organisation des cellules d'entreprise nazies est certainement bien au courant de ce qui se passe parmi les bonzes bruns. Elle publie de la main du chef nazi silésien Werner Bänsch, des considérations qui méritent d'être retenues: " Plus d'un ouvrier national-socialiste-- ainsi Bänsch-- remarque non sans soucis la manière dont les choses se développent dans plusieurs organisations du Front allemand du Travail. Il est un fait incontestable que bien des titulaires de fonctions dirigeantes dans les organisations se sont transformés peu à peu (en six mois) en des bourgeois satisfaits qui n'ont rien d'un chef de file.. Ils croyaient être eux, maintenant à l'abri et ne pensaient plus de la même manière qu autrefois ....lorsqu'ils n'occupaient pas encore ces fonctions. Il y en avait même qui estimaient qu'il était au-dessous de leur dignité de porter dans des réunions un insigne du Parti ou de la N.S.B.O....Ils ont oublié bien vite d'où ils étaient venus." Ces réflexions ont déclanché une tempête de protestations indignées de la part de ceux qui avaient motif de se les attirer et c'était la majorité des bonzes du Front allemand du Travail. Le Dr. Ley en personne dut intervenir et déclarer pour calmer les esprits que "quelques" bonzes du Front du Travail avaient fait "des choses excellentes" . Il assura que "naturellement les militants ayant fait leurs preuves (!)" continueraient à être employés également après la dissolution projetée des organisations, de sorte que "ceux qui avaient la conscience tranquille n'avaient pas à se faire de soucis." A présent les petits bonzes de la N.S.B.O. qui ont été oubliés lors des grandes promotions de mai dernier, espèrent qu'il y aura dans le Front allemand du Travail un grand nombre de pécheurs qui leur céderont leur place. Les grands bonzes, pendant ce temps, font un examen de conscience....

Bon et juste (I.T.F.) "Le directeur de la Maison Hillebrand und Kracht à Nerdohl, dont tout le personnel a adhéré à l'Associarion allemande des ouvriers métallurgistes, paie la moitié de la cotisation pour chacun de ses ouvriers". Le "Deutsche Metallarbeiter" (N° 49 décembre 1933) nous annonce cette nouvelle avec enthousiasme et espère que " cet exemple sera imité." Nous aussi, nous l'espérons. Le Front allemand du Travail se charge ouvertement de sauvegarder les

intérêts du patronat et il ne serait par conséquent que bon et juste que tous les employeurs paient la cotisation de "leurs" salariés. Les ouvriers ne manqueront pas d'apprécier ce geste patronal à sa juste valeur.

Chacun sa part. (I.T.F.) Le vrai caractère de la communauté populaire du Troisième Reich est toujours à nouveau nettement mis en lumière Le régime nazi a créé l'institution de "prêts matrimoniaux" afin d'éloigner les ouvrières des entreprises et de réduire en même temps les frais de secours de chômage. Les ouvrières qui renoncent à leur emploi et s'engagent à ne plus accepter de travail rétribué jusqu'à ce que le prêt soit remboursé, à moins que leur mari ne gagne moins de 28 marks par semaine, ont droit à un "prêt matrimonial" jusqu'à concurrence de 1.000 marks.

Ce prêt n'est pas payé en espèces, mais en bons que l'on peut donner en paiement--une des nombreuses formes de subvention-- auprès de commerçants de convictions nationales-socialistes certaines, pour des meubles et articles de ménage. Dans la pratique, ces prêts ne sont octroyés qu'à des Nazis et là encore suivant les vrais principes de la communauté populaire, ainsi qu'il ressort d'une communication de la municipalité de Berlin. Suivant cette communication, les prêts accordés dans les quartiers ouvriers de Wedding et Neukölln, étaient de 200 à 300 marks en moyenne, tandis que, dans le quartier chic de Zehlendorf, ils étaient de 800 à 1.000 marks. Par un impôt spécial, on rassemble tous les ans 220 millions comme "secours aux mariés" dont 60 millions sont versés au trésor public et 160 millions employés pour les prêts matrimoniaux. Cet impôt est même perçu de revenus de 75 marks par mois, c'est-à-dire de revenus si bas qu'ils sont exemptés de l'impôt sur le revenu. Les ouvrières qui à force de privations réunissent cet impôt, ont droit en retour, si elles ne sont pas suspectes, à quelques marks, mais les grandes sommes sont distribuées dans les beaux quartiers aux villas.

Les chômeurs souffrent la faim. (I.T.F.) Suivant les calculs de l'Association des municipalités allemandes, un chômeur "reconnu" secouru au Bureau de bienfaisance, (autrefois inscrit au Fonds de chômage) touchait en 1933 une moyenne de 10,73 marks par semaine, tandis que les autres secourus par le Bureau de bienfaisance ne touchaient en moyenne que 8,51 marks par semaine. Vu que, suivant l'avis des milieux compétents, il convient encore de faire des économies sur ces allocations de famine, le cabinet hitlérien a créé la notion de "municipalités en état de détresse" qui ont le droit, lorsque leur situation financière l'exige, de réduire les secours encore davantage. Avec les dispendieux feux d'artifice et retraites aux flambeaux, les municipalités seront bientôt toutes "en état de détresse" et elles pourront alors suivre l'illustre exemple de la capitale du Reich qui laisse mourir de faim avec 30 pfennigs par jour, les jeunes chômeurs nouvellement inscrits.

Pas même le minimum vital. (I.T.F.) Le Commissaire du Travail pour le district économique de Silésie annonce: "Un examen des conditions dans les constructions souterraines en Haute-Silésie a fait ressortir que le tarif actuellement en vigueur ne garantit même pas le minimum vital aux ouvriers. Dans la plupart des localités de Haute-Silésie le salaire hebdomadaire d'un ouvrier des constructions souterraines est même inférieur au secours de chômage." Le Commissaire a par conséquent donné l'ordre que le salaire horaire maximum, jusqu'à présent de 44 pfennigs, soit relevé à 50 pfennigs, uniquement par les entreprises " qui disposent d'ores et déjà des ressources voulues pour pouvoir payer les taux majorés."

Les employeurs de Haute-Silésie s'y connaissent particulièrement bien pour se plaindre. Ils auront tôt fait cette fois, de "prouver" qu'ils ne disposent pas de ressources et les ouvriers devront continuer à se contenter de "moins que le minimum vital". La presse nationale-socialiste cependant annonce la décision du Commissaire du travail, sous l'en-tête : " Augmentation de salaires"!

Ce qui s'est passé en Haute-Silésie n'est pas un cas exceptionnel. Dans un article qui a été beaucoup reproduit, Busch, un des membres de la Petite Conférence du Front allemand du Travail, a constaté que "la situation des ouvriers allemands est loin d'être bonne." Le chef du district de Westphalie du Front allemand du Travail déclare: "par les continuelles réductions et oboles "facultatives" ainsi que par le chômage partiel, le revenu de l'ouvrier allemand a été réduit presque jusqu'au taux des secours de bienfaisance" dont les bénéficiaires peuvent lentement mourir de faim avec 14 marks par semaine en moyenne.

Les gros traitements s'entendent entre eux. (I.T.F.) Le 9 juillet 1933, les ouvriers des cellules d'entreprise de Haute-Silésie étaient enthousiastes. Leur chef et préfet Bruckner avait parlé à Gleiwitz et à Beuthen et y avait déclaré : "Les industriels aux revenus fantastiques commencent à s'adresser à moi avec la prière de vouvoir réduire les salaires. L'attitude adoptée par les dirigeants économiques vis-à-vis des militants de la N.S.B.O. est cependant telle que je n'ai pas daigné recevoir les magnats de l'industrie." Plus de 5 mois se sont écoulés depuis et de nouveau les industriels ont demandé d'être reçus en audience. Cette fois on s'est mieux entendu, car sur ces entrefaites M.Bruckner touche le traitement fantastique de 41.400 marks par an, c'est-à-dire environ 800 marks par semaine. "Entre le préfet Bruckner et le représentant de l'industrie de Haute-Silésie, une parfaite unanimité s'est réalisée" ainsi annonce le communiqué officiel. Il paraît que la N.S.B.O. n'était pas tout à fait d'accord avec cette unanimité de vues entre le chef nazi et les patrons: le chef arrondissemental de l'organisation des cellules d'entreprise de la ville de Breslau ainsi que le conseiller juridique de l'organisation des cellules d'entreprise de Breslau ont été arrêtés sur l'ordre de Bruckner. C'est ainsi que la parfaite unanimité a été réalisée, car elle ne risque plus d'être troublée par les actes irréfléchis de quelques membres de la N.S.B.O.

La participation obligatoire aux cours de défense. (I.T.F.) Le ministre Röhm, l'organisateur de l'armée allemande, a commandé, en sa qualité de chef d'état-major des deux millions et demi d'unités des troupes d'assaut: "généralement les heures du soir après la fin des affaires et du travail, entrent en ligne de compte pour le service; les après midi du samedi et du dimanche seront consacrés aux exercices de plus longue durée". Le ministre des Postes craint que la formation militaire soit compromise si on y consacre seulement les heures de loisir après le travail. Dans une circulaire ministérielle (portant le N° IV/VI 8.505-0 Sport) il a demandé que, suivant l'exemple donné par la Reichsbahn et par les tramways, "le personnel des postes et avant tout les agents jeunes jusqu'à l'âge de 26 ans, soient entraînés d'une manière aussi générale que possible aux exercices de terrain (sport de défense)... La préparation aux exercices de terrain et à leur complément , doit être faite avant tout au moyen de d'athlétique légère (y compris la gymnastique), du tir de calibre léger ainsi que tous les exercices de troupe. La formation a lieu dans les troupes d'assaut ou leurs sections ou dans des associations sportives du personnel des postes, à la disposition desquelles on a mis des "sommes importantes". Jusqu'au 1er janvier 1934 le pourcentage du personnel total qui participe au sport de défense devra être déclaré. Le temps consacré à ce sport peut être pris en considération pour le calcul des années de service.

Ce n'est pas tout. Depuis des mois déjà, les cheminots, agents des P.T.T. et ouvriers des services publics doivent en groupe participer à des exercices nocturnes et la nouvelle institution sportive "Kraft durch Freude" aura soin que les ouvriers allemands soient jusqu'au dernier homme dressés pour la guerre ardemment désirée.

Un foyer syndical qui devient une caserne. (I.T.F.) La Fédération allemande du personnel des transports et services publics, adhérente à l'I.T.F. avait fondé à Kochel, dans les Alpes bavaroises, une maison de vacances modèle pour ses membres. Les Nazis ont transformé cette maison de vacances en une caserne. Le corps automobile

national-socialiste y a fondé la 22ème école pour chauffeurs au service des troupes d'assaut de montagne motorisées. Les fabriques d'automobiles Daimler-Benz et Bayrische Motorwerke ont mis gratuitement à sa disposition les véhicules nécessaires. Les cours dans lesquels les troupes d'assaut reçoivent la formation voulue pour le sport automobile de défense ont une durée de 5 semaines. On ne nous a pas renseignés jusqu'à présent sur la source d'où proviennent les fonds nécessaires. La maison au Kochelsee toutefois a été payée par les ouvriers socialistes; cela du moins n'est un secret pour personne dans cette histoire pour le reste si mystérieuse.

La Réserve I des S.A. (I.T.F.) Le Casque d'acier, cette organisation de défense des anciens conservateurs, a été anéanti par les nationaux-socialistes et incorporé dans les troupes d'assaut comme la "réserve I" des S.A. Le "Manchester Gardian" contient les renseignements suivants au sujet de cette nouvelle organisation : " Le noyau du Casque d'acier sera formé pour la surveillance de chemins de fer, de ponts, de dépôts de munitions et pour être employé en cas de grèves et de troubles. Il est organisé en compagnies et reçoit l'apprentissage de la Reichswehr en collaboration avec le service obligatoire du travail." La réserve des S.A., le Casque d'acier, est dressée pour briser des grèves, la S.A. par contre pour une intervention armée contre l'ennemi "intérieur". Tel est l'aspect qu'offre une communauté populaire pacifique, où la lutte des classes appartient au passé.

Un problème difficile. (I.T.F.) 4.000 nationaux-socialistes ont été casés jusqu'à présent au siège central uniquement de l'Association allemande des coopératives de consommateurs qui groupe les anciennes coopératives de consommation; le nombre dans tout le Reich est de 20.000 à 25.000 membres des S.A. et du Casque d'acier. Ces données officielles expliquent pourquoi la suppression des coopératives de consommation est restée en souffrance. Le Dr. Ley affirme qu'il maintient son projet d'affermer à des commerçants nationaux-socialistes les comptoirs de vente--dont le nombre a déjà été abaissé à 13.000--des coopératives créées par les ouvriers. Seulement, par une réalisation de ce projet, une partie importante des 25.000 Nazis nouvellement engagés, seraient privés de leur gagne-pain, comme l'ont été avant eux les ouvriers socialistes travaillant dans les coopératives. Les Nazis sont donc à présent en train de chercher une solution au problème difficile, comment on peut procurer à 13.000 citoyens un emploi lucratif sans priver 25.000 autres citoyens du poste que l'on vient de leur procurer.

Le DINTA des jaunes. (I.T.F.) Un certain ingénieur en chef Arnhold avait, dans les entreprises de la Gelsenkirchener Bergwerks A.G. créé un syndicat jaune qui jouissait de l'approbation patronale. C'est sous sa direction que fut constitué en 1925 le DINTA "Deutsches Institut für technische Arbeitsschulung" (Institut allemand pour la formation technique au travail) qui, pour commencer, s'occupait de préparer des ingénieurs pour l'industrie lourde d'Allemagne occidentale. Au moyen des ateliers d'apprentissage, on séparait les jeunes ouvriers de leurs camarades de travail ayant déjà une certaine formation syndicale; des associations sportives avaient pour but de détourner les ouvriers de la visite des réunions syndicales et des journaux corporatifs, publiés par le DINTA pour chacune des entreprises affiliées, devaient influencer à leur tour les femmes des ouvriers. Ainsi que nous en informe Arnhold, le DINTA n'avait qu'à reprendre "les principes relatifs à la discipline militaire de l'ancienne ordonnance sur le service en campagne."Le fonctionnement du DINTA était basé sur la théorie de la communauté de travail dans l'entreprise, telle qu'elle a été développée par le conseiller en chef au département des finances Bang, un des pires instigateurs à la guerre de l'Association pangermanique (une organisation impérialiste composée d'industriels). La communauté de travail dans l'entreprise (Werksgemeinschaft) "signifie l'élimination de la suprématie des syndicats dans l'entreprise .....c'est-à-dire un déplacement vers l'entreprise même de l'accord établissant les conditions d'emploi" (Bang, Werksgemeinschaft, pages 171 et suivantes).

Une communauté de travail dans l'entreprise organisée suivant les projets de Arnhold coûtait de l'argent. Cependant, Bang avait exposé avec force détails qu'elle signifiait " la possibilité d'accords individuels au sein d'une entreprise."et les bons arithméticiens de l'industrie lourde eurent tôt fait de découvrir que quelques années d'application de ce système feraient rentrer dans l'entreprise toutes les dépenses faites.

Les syndicats libres empêchaient les employeurs d'émietter la force des ouvriers par une organisation en des syndicats jaunes, incapables d'offrir de la résistance. C'est pourquoi les industriels de la Ruhr se virent obligés de s'assurer le concours du parti national-socialiste en payant ses déficits. Le Troisième Reich a su les en récompenser. Le DINTA a été incorporé au Front allemand du Travail et il est financé aujourd'hui au moyen des cotisations perçues des ouvriers. Les employeurs et les Nazis possèdent en lui un institut commun de propagande et les représentants de la communauté dans l'entreprise, le conseiller aux finances Bang et le Directeur général des Gelsenkirchener Bergwerke Vögler, siègent au Reichstag comme représentants du parti ouvrier national-socialiste.

Le DINTA des Bruns.(I.T.F.) Après l'absorption des syndicats, le Front allemand du Travail a entrepris immédiatement "l'éducation anti-marxiste"des ouvriers. Le DINTA (Deutsches Institut fur technische Arbeitsschulung) a été incorporé le 26 juillet 1933 au Front allemand du Travail avec le nom Deutsches Institut für nationalsozialistische Arbeitsforschung und Schulung. Le DINTA a comme tâche de diriger l'éducation des travailleurs dans les entreprises et de rapporter régulièrement au moyen d'espions à son service sur tous les événements au sein des entreprises qui pourraient devenir dangereux pour les Nazis et les employeurs. Les instructeurs du DINTA doivent subir un examen sur "le sérieux de leurs convictions nationales-socialistes" et se sont mis sur-le-champ à l'oeuvre pour la formation des contre-maîtres et des chefs d'entreprise. Les installations techniques du DINTA ont été étendues, le tirage de ses journaux a été augmenté afin d'atteindre de cette manière les masses qui ne veulent pas prendre en mains de journal national-socialiste. Une politique sociale dans l'entreprise, la prévoyance comme une charité de la part de l'employeur ouvriront la voie à une suppression du droit aux secours des municipalités et de l'Etat. Des associations de jeunesse devront grouper les enfants du personnel, des écoles pour ménagères s'occuperont d'éduquer les femmes des ouvriers et par conséquent les salariés mêmes. Des fêtes de l'entreprise où Monsieur le Directeur général daigne risquer une danse avec la femme d'un de ses ouvriers sont destinées à symboliser la communauté du peuple. Une fois que tout l'appareil marchera bien, le DINTA devra s'occuper de "la fixation d'une rétribution psychologiquement juste", c'est-à-dire rechercher jusqu'à quel point on peut diminuer les salaires sans que les ouvriers osent se révolter ouvertement. Dans la Société pour le divertissement des ouvriers "Kraft durch Freude" le DINTA se chargera de l'organisation des manifestations dans les entreprises et aussi de la formation de propagandistes. Le ministre de l'Economie nationale s'est mis d'accord avec le Dr. Ley pour assurer une influence prépondérante aux représentants sûrs des intérêts patronaux. Dans les cours du DINTA, on dresse les chefs d'équipe plus âgés déjà occupés dans l'entreprise; les aspirants sont dirigés sur la Haute Ecole pour la conduite d'hommes (Hochschule für Menschenführung) dirigée par un certain Prof. Friedrich, qui a déjà accompli dans la Sarre du travail dans le genre de celui du DINTA..

Dans les milieux patronaux on considère à juste titre le DINTA comme une des plus sûres garanties d'une politique réactionnaire du parti nazi. Le chef du DINTA, l'ingénieur Arnhold, a déclaré dans une des dernières réunions (17 novembre 1933) que le DINTA veut surtout"dans une lutte acharnée tuer dans les ouvriers jusqu'au dernières traces des conceptions désuètes du passé" et une fois toutes les traces d'esprit socialiste anéanties "éduquer la jeunesse dans le nouvel esprit". Ce nouvel esprit fera son entrée victorieuse dans les entreprises comme "l'esprit de ceux qui servent au lieu de gagner"; car seuls les employeurs fidèles à Hitler sont admis à gagner dans le Troisième Reich.